

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

**HUITIÈME ANNÉE N°878 DU 18 SEPTEMBRE 2013**

1801/2013 : 212<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 151<sup>e</sup> numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 24 pages

Distribué à 15.100 personnes

## LA CITATION DE LA SEMAINE

«Il ne saurait y avoir de victoire Politique possible sans victoire culturelle préalable ».

**Antoine Gramsci**

LES DIRIGEANTS  
DE LA FRANCE  
CONTINUENT  
DE MENTIR

ANNÉE 2013

ANNÉE  
SÉNÉGAL

# SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 7

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 17

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 21

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 23

## LA NATION

### **PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

**22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

### **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

### **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

**SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .**



# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### LES DIRIGEANTS DE LA FRANCE PASSENT LEUR TEMPS À MENTIR

La presse a révélé lundi 16 septembre que la France devrait atteindre à la fin de 2014 un endettement record s'élevant à 95,1 % du PIB, soit 1 950 milliards d'euros. Le ministre de l'économie Pierre Moscovici a réagi en déclarant qu'un « maximum » serait atteint avant de décroître à partir de 2015. Il faut vraiment que les membres du gouvernement et en particulier le Ministre de l'Economie arrêtent de prendre les citoyens pour des candides et cessent de faire des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir. Tout d'abord, l'atteinte de la barre des 2000 milliards d'euros par la dette française en 2014 n'est pas une nouveauté. La dernière fois qu'un grand pays a baissé sa dette publique c'était aux États-Unis à la fin des années 1990 et début des années 2000, grâce à la croissance forte des années 1990 et à un excédent primaire (c'est-à-dire hors charge d'intérêt de la dette) de 1995 à 2001. Or, le solde des comptes publics ne pourra pas passer d'un déficit de plus de 4,1 % en 2013 à un excédent en 2015. Surtout que la croissance est et restera faible. Depuis six ans, son niveau annuel moyen est de 0 % et ne devrait guère dépasser les 0,8 % de 2013 à 2015. Un niveau hautement insuffisant ne serait-ce que pour assurer chaque année le paiement des intérêts de la dette. Autrement dit, pour financer ces derniers, l'état devra encore s'endetter. C'est ce que l'on appelle la bulle de la dette, c'est-à-dire que cette dernière s'auto-alimente. Jusqu'à présent, l'état français a pu bénéficier de taux d'intérêt artificiellement bas pour financer ses déficits. Depuis quelques mois, ceux-ci se tendent et vont continuer de croître au cours des prochains trimestres. Autrement dit,

nous sommes très loin du cycle idyllique annoncé par M. Moscovici. Cela fait plus de vingt ans que tous les gouvernements ont bâti leurs prévisions de déficit et de dette sur une croissance d'environ 2 %. Avec les piètres résultats que l'on sait. De 20 % en 1980, le ratio dette publique/PIB est passé à 60 % au début de la décennie 2000 à bientôt 100 %. Car, ne nous leurrions pas, compte tenu de la persistance d'une croissance faible et d'un déficit structurel élevé, la dette publique continuera de flamber. Une fois encore, le gouvernement joue avec la faible culture économique des citoyens Français, qui est d'ailleurs alimentée par l'éducation nationale et par de trop nombreux médias. Il faut être clair : l'idée d'une dette publique maximum, c'est-à-dire qui ne pourrait aller au-delà d'un certain niveau, n'a aucun sens. Avec un ratio dette publique/PIB de 240 %, le Japon en sait quelque chose. Tant que la croissance structurelle n'est pas relancée et que les déficits publics restent la norme, la dette publique va forcément continuer d'augmenter. Les trous béants « de la sécu » et de la retraite ne vont évidemment pas arranger les choses. De plus, n'oublions pas que, par convention comptable, la dette publique française (comme ses homologues européennes d'ailleurs) n'intègre pas le « hors-bilan », c'est-à-dire le paiement des retraites des fonctionnaires. Si tel était le cas, nous serions déjà autour des 120 % du PIB. En conclusion, à force de formuler des promesses intenable et de pratiquer de tels effets d'annonce qui tiennent davantage de l'abus de langage que de l'analyse économique, le gouvernement français réduit le peu de crédibilité qui lui reste. Dans ce cadre, il faut se préparer à une sanction qui sera lourde de conséquences : dans les tous prochains mois, la note de la dette publique française sera nettement abaissée. Même si les agences de notation ne sont plus très très crédibles également, cela suscitera une forte remontée des taux d'intérêt des obligations à dix ans de l'état français, au moins à 3,5 %. Dès lors, l'investissement et la consommation reculeront de plus belle, avec in fine, le retour fracassant de la récession. Comme celles de ses prédécesseurs, les prévisions de M. Moscovici finiront donc aux oubliettes. Et oui, en économie,

**comme en géopolitique, ce qui compte ce ne sont pas les mots, mais les actes.**

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, TECHNOLOGIE**

### **RESTRUCTURATION CHEZ AIR FRANCE**

Annoncé fin juillet aux syndicats, les nouvelles mesures d'économie et de restructuration ont été détaillées mercredi devant le comité d'entreprises d'Air France. Le groupe va supprimer 2800 postes supplémentaires pour 2014, a annoncé son PDG Frédéric Gagey lors d'une conférence de presse. Un chiffre conforme à l'ordre de grandeur évoqué un mois et demi plus tôt par la direction, soit un peu plus que la moitié des sureffectifs identifiés en 2012. Ils représentaient alors 5100 équivalents temps plein, supprimés dans le cadre du plan Transform 2015 qui vise à restaurer la productivité de l'entreprise. D'ici à la fin 2015, le groupe Air France devrait au total compter moins de 66.000 salariés. Engagée depuis janvier 2012 dans un vaste plan d'économies, Air France a également indiqué qu'elle allait recourir davantage à la sous-traitance sur ses escales françaises qui plombent actuellement ses résultats. À l'aéroport Marseille-Provence par exemple, la compagnie emploie près de 900 personnes. Selon les professionnels, Air France pourrait diviser ces coûts par deux si elle faisait appel à une société extérieure.

### **DIAGNOSTIQUER LA MALADIE D' ALZHEIMER**

Les protocoles qui permettent d'établir un diagnostic de la maladie d'Alzheimer diffèrent grandement selon son stade d'évolution.

#### **Maladie à un stade avancé**

Au stade où les troubles sont très apparents, sous forme de démence, "le diagnostic est assez consensuel" . Un diagnostic comporte trois volets complémentaires. Il s'agit dans un premier temps d'évaluer les fonctions cognitives du patient à l'aide de tests standardisés. "Outre la sévérité des troubles, la maladie se caractérise par le fait que tous les compartiments de la mémoire

sont touchés", explique le neurologue. "Dans la maladie d'Alzheimer, l'encodage (le processus par lequel l'information perçue est transcrite dans le cerveau), le stockage et le rappel des souvenirs sont tous les trois affectés."Deuxième phase du diagnostic : le recours à l'imagerie cérébrale, l'imagerie par résonance magnétique (IRM) étant tout à fait pertinente. Cet examen va tout d'abord permettre de vérifier qu'il n'y a pas d'autres causes aux signes cliniques observés, telles qu'une maladie vasculaire, un hématome sous-dural ou une tumeur. Par ailleurs, il va permettre d'observer un symptôme particulier de la maladie d'Alzheimer : une atrophie cérébrale, c'est-à-dire une perte d'épaisseur du cortex, notamment de l'hippocampe (dans la partie interne des lobes temporaux, qui est le site d'apparition des premières lésions). La troisième phase du diagnostic consiste en un bilan biologique simple, qui permet d'écarter une autre série de causes alternatives aux symptômes de la maladie, telles qu'un déficit hormonal grave ou un trouble ionique grave. L'ensemble de ces éléments permet d'établir un diagnostic de très haute probabilité de la maladie, très largement supérieur à 90% de certitude .

## **Diagnostiquer dès l'apparition des premiers troubles**

A l'heure actuelle, les méthodes existantes sont insuffisantes pour diagnostiquer avec le même degré de certitude une maladie d'Alzheimer lorsque les troubles débutent (on parle de stade pré-déméntiel, ou "prodromique"). Les examens qui permettent le diagnostic (tels que la scintigraphie cérébrale, le pet scan, la tomographie monophotonique) sont beaucoup plus onéreux et réservés à des centres spécialisés. L'un des premiers éléments de diagnostic consiste à observer le débit sanguin cérébral. On réalise en quelque sorte une carte d'identité du cerveau au repos. Le constat d'une baisse de débit dans le cerveau traduit une perte de l'activité des neurones. Pour cette raison, de telles perturbations peuvent être observées de façon précoce dans les régions associatives du cerveau (impliquées dans des opérations complexes de traitement de l'information, parmi lesquelles la mémoire ou l'association des signaux visuels et auditifs). Ensuite , la ponction lombaire permet d'effectuer le dosage des deux molécules présentes dans le liquide céphalo-rachidien, à l'origine des lésions

caractéristiques de la maladie d'Alzheimer. Tout d'abord, le peptide amyloïde, produit normalement en petites quantités chez tous les individus et éliminés dans ce liquide céphalorachidien. Chez un patient chez qui s'installe une maladie d'Alzheimer, le peptide s'accumulant dans les neurones, sa proportion est très faible dans le liquide prélevé : au lieu de 500 picogrammes de molécules par millilitres, les taux mesurés sont trois à quatre fois moindres chez un malade. La seconde molécule que l'on cherche à doser est la protéine Tau, dont la proportion sous une forme que l'on nomme "hyper phosphorylée" augmente très fortement chez les malades. Cela est dû au fait que lorsque les neurones meurent, cette protéine (précisément associée au processus qui a entraîné leur mort) est libérée. Des variations significatives de ces deux molécules peuvent s'observer jusqu'à sept années avant l'apparition du stade démentiel de la maladie."Il est très important de rappeler que ces outils nous apportent un faisceau d'arguments... pas de certitudes absolues".

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER



## AFFAIRES MONDIALES

### SOCIÉTÉ MONDIALE

### OUVERTURE DE LA 68e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le siège des Nations Unies de New York accueille la 68e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU. Ouverte depuis mardi 17 septembre, elle prépare désormais ses travaux qui débiteront jeudi 19 septembre, et notamment le débat général qui verra défilier de nombreux dirigeants du monde à la tribune du célèbre hall

des Nations Unies. Après avoir pris, mardi 17 septembre, le marteau des mains de son prédécesseur, le président serbe Vuk Jeremić, le président élu de l'Assemblée générale a donné le coup d'envoi d'une soixante-huitième session dont le thème est « Le programme de développement pour l'après-2015 : préparons le terrain ». En présence du secrétaire général de l'ONU, John William Ashe, d'Antigua-et-Barbuda, a déclaré : « Ensemble, nous pouvons faire de cette année une ligne de rupture dans l'histoire de l'Organisation, en formulant l'agenda novateur et déterminant d'un développement qui à la fois protège notre planète et garantit équité, justice et prospérité au monde entier. » « Nous sommes à la veille d'un travail très important », estime Ban Ki-moon. Le président de l'Assemblée a dit avoir prévu trois manifestations de haut niveau sur les thèmes des différentes contributions au prochain programme de développement. La première portant sur les femmes, les jeunes et la société civile ; la seconde sur les droits de l'homme et l'état de droit ; et la troisième sur la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et les technologies de l'information et de la communication. John William Ashe a aussi prévu trois débats thématiques sur le rôle des partenariats dans le programme de développement pour l'après-2015, sur la manière de créer des sociétés stables et pacifiques grâce au cadre post-2015 et sur la place de l'eau, de l'assainissement et des énergies durables dans ce même programme. « Nous sommes à la veille d'un travail très important », a commenté Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, qui s'est félicité du thème choisi cette année. Après avoir annoncé des réunions sur d'autres questions urgentes comme la Syrie, la région des Grands Lacs ou les négociations israélo-palestiniennes, le Secrétaire général a conclu : « Même si la demeure temporaire de l'Assemblée n'est ni aussi belle ni aussi évocatrice que sa salle



historique, ce qui importe le plus est ce que nous faisons ici, le travail acharné qui matérialisera nos paroles en progrès concrets pour les peuples du monde. » En début de séance, l'Assemblée générale a observé une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation. Elle a également nommé la Belgique, la Chine, la Colombie, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Gabon, la République-Unie de Tanzanie et Singapour, membres de la Commission de vérification des pouvoirs. L'Assemblée a par ailleurs autorisé, à leur demande, un certain nombre d'entités à se réunir durant la partie principale de sa soixante-huitième session. Enfin, elle a pris note du fait que les Comores, la Guinée-Bissau, la République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie sont en retard dans le paiement de leurs contributions, au sens de l'Article 19 de la Charte relative au droit de vote.

## **L' ÉCONOMIE MONDIALE ATTACHÉE À LA PLANCHE À BILLETS AMÉRICAINE**

Le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, lors d'une audition à Washington devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants, le 27 février 2013. Après deux jours de réunion, le président de la banque centrale des États-Unis, devrait annoncer mercredi son calendrier de ralentissement de soutien à l'économie. Après des mois d'incertitude, le jour J tant attendu par les marchés financiers est arrivé. C'est aujourd'hui à 17 heures à Washington (20h30 à Paris), et à l'issue d'une réunion de politique monétaire qui aura duré deux jours, que Ben Bernanke, le président la Réserve fédérale (Fed), la banque centrale des États-Unis, devrait annoncer son calendrier de ralentissement de soutien à l'économie. Une décision qui aura un impact direct sur

l'économie mondiale, tant celle-ci est devenue accro à la planche à billets américaine. Un peu partout, économistes et autres analystes financiers s'attendent à un démantèlement tout en douceur d'une politique monétaire américaine qui s'est traduite en cinq ans par des injections de liquidités dans les circuits financiers des Etats-Unis de quelque 2800 milliards de dollars, soit environ 85 milliards de dollars par mois. De quoi maintenir les taux d'intérêt sur la dette américaine à un niveau relativement bas. Tous les mois, la FED a ainsi acheté pour environ 45 milliards de dollars de bons du Trésor et pour 40 milliards en titres adossés à des prêts immobiliers peu ou plus liquides, et dont la valeur s'est fortement dépréciée depuis la crise de 2008. A plusieurs reprises, Ben Bernanke a indiqué qu'il souhaitait diminuer progressivement ce concours monétaire exceptionnel, puis le cesser totalement dès que le taux de chômage descendrait à 7%. Le 22 mai, les choses se sont précisées un peu plus. Ce jour-là, prenant acte des signes de reprise économique, le patron de la Fed déclare que sa politique d'assouplissement monétaire avait atteint son but : éviter une récession de l'économie américaine. Pour les marchés financiers, le message est clair. Cette fois, c'est le début de la fin: une contraction de la liquidité monétaire en provenance de la banque centrale américaine se traduirait inévitablement par une plus grande difficulté pour le Trésor américain à placer ses bons du Trésor sur les marchés financiers. Sauf à proposer aux éventuels investisseurs un meilleur rendement de ces titres publics, et donc à faire remonter les taux d'intérêt. Voilà, en substance, l'interprétation qu'en font les marchés financiers. La politique de la banque centrale américaine est d'autant plus importante qu'elle n'est jamais sans effets sur le reste du monde. Certes, l'objectif de la politique monétaire qualifiée de «non conventionnelle» de la Fed visait à apaiser les tensions sur les taux obligataires

du Trésor. Mais elle devait aussi permettre de restaurer la confiance auprès des banques américaines et de leur reprêter de l'argent à faible taux pour relancer la consommation interne. Or, ce sont des centaines de milliards de dollars qui ont pris la direction de places financières brésiliennes, indiennes, russes... dont les rendements étaient nettement plus alléchants qu'aux Etats-Unis. Aujourd'hui, nombre d'économistes pointent les dangers d'une hausse importante de cette liquidité mondiale d'origine américaine. Resserrer un peu trop vite le robinet des liquidités de la Fed et c'est l'assurance que les investisseurs accéléreront leur départ des pays émergents... pour profiter d'une hausse des taux américains. Un risque de déstabilisation pour l'économie mondiale. Pour autant, il n'est pas tout à fait certain que ce scénario se réalise. Certes, les Etats-Unis connaissent un regain de croissance. Mais elle reste relativement fragile. Et rien n'indique qu'il existe des risques d'inflation au point de devoir refroidir la machine économique par le biais d'une hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, tout en diminuant son programme de rachat de dette publique et privée. Et si le chômage baisse, il représente encore 7,4% de la population active. Enfin, si Ben Bernanke doit encore présider deux réunions du comité de politique monétaire de la Fed, en octobre et décembre, son mandat de président touche à sa fin. A la fin de l'année, il lui faudra passer la main. Or, l'abandon surprise dimanche du candidat préféré de la Maison Blanche, l'ancien principal conseiller économique du président Obama, Larry Summers, devrait plaider en faveur d'un relatif statu quo de la politique monétaire de la Fed. Ce dernier, considéré comme un «faucon», n'a en effet jamais caché son intention de ralentir la vitesse de rotation de la planche à billet de la Fed. Summers, hors course, ne reste plus qu'une candidate en lice. Elle s'appelle Janet Yellen. Elle est

qualifiée de «colombe» par les observateurs de la Fed. Et à l'inverse de Summers, cette femme de 67 ans qui occupe actuellement le poste de vice-présidente de la Fed se dit moins préoccupée par l'inflation que par le chômage...

## **AMÉRIQUE LATINE CARAÏBE**

### **DIFFICULTÉS ENTRE LE BRÉSIL ET LES USA**

La décision du président brésilien Dilma Rousseff, de reporter sa visite aux USA en l'absence de réponses concrètes de Washington sur les activités d'espionnage contre son pays entraîne une fissure dans les relations bilatérales. Leader du gouvernement à la Chambre des représentants, Arlindo Chinaglia, a déclaré qu'il n'avait aucun sens pour visiter les États-Unis, lorsqu'il n'y a pas d'explications sur les interceptions de la Maison Blanche de courriels et d'appels téléphoniques du président, ses conseillers et Petrobras. Son collègue, le chef du bloc des députés du Parti des travailleurs, José Guimaraes, a souligné que cette position du dignitaire établit une nouvelle conduite dans les relations avec les États-Unis. À son avis, la décision est bonne et a tout le soutien et la solidarité du groupe, parce que la priorité était la nécessité pour Washington de respecter la souveraineté des autres nations. Dans les milieux politiques, on estime que cette position Rousseff est liée à des questions sensibles: le respect mutuel, la coexistence entre pays amis et le désintéret du président à se rendre à Washington pour ne parler que de l'espionnage. Un communiqué de presse de la présidence a déclaré que le Brésil comprend l'importance et la diversité de la relation bilatérale fondée sur le respect et la confiance, mais estime que les pratiques d'interception illégale de communications et des données des citoyens et des entreprises sont une grave menace pour la souveraineté et les droits individuels. Pour la Maison Blanche, ce report est un échec. Les révélations d'espionnage par Edward Snowden, exilé en Russie, a mis en colère Rousseff, qui a exigé des explications rapides et écrites. En plus de reporter sa visite officielle, la présidente va ouvrir un débat à l'Assemblée générale des Nations Unies.

## LE SOMMET DES AFRODESCENDANTS

Les hommes et les femmes politiques, les universitaires et les leaders noirs ont souligné l'importance de la diaspora pour le développement de l'Afrique, dans le même temps qu'ils ont discuté des formules pour soutenir les communautés afrodescendantes réparties à travers le monde au cours d'un sommet de dirigeants d'origine africaine à Cali (dans le sud-ouest de la Colombie). Lors du Troisième Sommet Mondial des Maires et des Dirigeants Africains et Afrodescendants, les origines noires ont été exaltées dans le but qu'une fierté renouvelée par les origines motive ceux qui se sont vus forcés à quitter le continent il y a plusieurs générations à travailler pour son développement. Dans ce sens, lors de la rencontre mondiale -qui s'est pour la première fois tenu hors du continent africain-a été proposée une collaboration dans les deux sens, par laquelle les afrodescendants trouvent un appui dans leurs pays d'origine pour venir à bout des inégalités et se développer socialement et économiquement. "Le défi est que la diaspora africaine, comprise comme la combinaison de communautés très anciennes qui ont quitté le continent comme esclavisés et d'autres qui en sont sorti plus récemment, puissent aider au développement de l'Afrique ", a indiqué Kim Butler, professeure d'Histoire de l'université américaine de Rutgers. Butler a expliqué qu'elles afrodescendants peuvent soutenir le développement de l'Afrique "financièrement à travers les transferts", mais aussi par des "formes plus originales et effectives" par exemple en faisant pression auprès des gouvernements des pays dans lesquels ils vivent pour que ces derniers adoptent des politiques favorables au continent. Dans ce sens, le représentant de l'Unesco Ali Mousse a souligné lors d'une conférence que la présence d'une "diaspora forte" de l'Afrique dans les nations latinoaméricaines comme le Brésil ou la Colombie peut-être très utile, par exemple, dans l'intérêt de ces pays à étendre "les relations directes avec l'Afrique, sans intermédiation des grandes puissances ". "La diaspora est centrale pour aider l'Afrique à établir des relations dans le postcolonialisme", a souligné Mousse. Les experts soulignent que pour accroître les effets de la diaspora, il faut d'abord que les afrodescendants se sentent fiers de l'être."Toute relation avec l'Afrique renforce notre identité, donc l'appui de chaque afrodescendant au développement de l'Afrique passe par le fait

pour celui-ci d'assumer son identité, et cela ne sera possible que si le fait d'être noir est de plus en plus perçu comme un signe de survie face à l'adversité et moins comme un synonyme d'esclavage et de souffrance ", a expliqué Butler. Dans ce sens, la spécialiste souligne l'importance que les universitaires et les leaders prennent part à ces rencontres et exaltent les valeurs positives du fait d'être afrodescendant. Ainsi, lors de la clôture de l'événement de Cali -ville comptant la plus forte population noire de Colombie-, Djbril Diallo, conseiller principal du Directeur exécutif de l'Onusida a indiqué que le succès de ce sommet réside dans le fait qu'il "a contribué au renforcement des liens entre l'Afrique et les afrodescendants". Le directeur du programme afrocolombien de la présidence de Colombie Óscar Gamboa, a pour sa part cité comme plus grande réalisation de la rencontre la "création du réseau mondial des dirigeants pour promouvoir le développement économique des peuples africains et afrodescendants, pour l'inclusion sociale ". La Colombie qui est le second pays ayant la plus forte population noire en Amérique Latine, après le Brésil, a été choisi pour être le siège de ce réseau mondial que Gamboa aura la charge de mettre en place. Le responsable a de plus souligné le succès de la rencontre d'affaires des petites et moyennes entreprises afrodescendants qui s'est tenue dans le cadre du sommet et au cours de laquelle ont été enregistrées des "transactions de l'ordre de 3.800 millions de pesos (près de 2 millions de dollars) en huit heures de travail". Durant le rendez-vous de Cali, un hommage a été rendu à la ministre italienne de l'intégration Cécile Kyenge, qui a subi des attaques racistes depuis sa nomination en avril dernier. La rencontre afro se déplace dès ce lundi dans la ville colombienne de Cartagena (nord), icône de la liberté des africains esclavisés durant la colonisation espagnole, car étant la région dans laquelle se forma le premier palenque de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade. Le révérend et activiste étatsunien Jesse Jackson fait partie des conférenciers qui prendront part au rendez-vous de Cartagena. Selon le recensement le plus récent -de 2005-, la population noire en Colombie représente 10,6% de ses 47 millions d'habitants. Les deux premiers rendez-vous des maires et dirigeants noirs se sont tenus au Nigéria et au Sénégal.

## **INDE**

### **PETITE HISTOIRE DE L' INDE**

Connaître un pays, c'est aussi connaître son histoire. Voici un article sur l'histoire de l'Inde que j'ai résumé en une page à partir des différents livres en ma possession, une gageure. Il vous donnera peut-être envie de parfaire vos connaissances sur Shah Jahan le bâtisseur du Taj Mahal ou sur Akbar Le Grand ou tout autre souverain.

#### **La Préhistoire**

Env 2500-1600 av JC, la première civilisation connue est désignée sous l'appellation de civilisation de l'Indus du nom du fleuve qui se trouve actuellement au Pakistan, avec des traces retrouvées d'agriculture et de sites très urbanisés que sont Harrappa et Mohenjo Daro.

#### **Les Aryens**

Env 1500 av JC, suite au déclin de la première civilisation, les Aryens originaires d'Asie centrale s'implantent dans la vallée de l'Indus amenant avec eux leur langue le védique d'où est dérivé le sanscrit, leur religion le védisme et leurs textes sacrés les Védas qui jettent en particulier les bases de l'hindouisme.

#### **Les Mauryas**

Entre 264 et 226 av JC, le roi Ashoka de la dynastie Maurya poursuit l'unification des royaumes du nord de l'Inde. Il se convertit au bouddhisme, imité par une grande partie de la population. La dynastie Maurya est à son apogée, mais à sa mort en 185 av JC, l'empire se disloque, les brahmanes restaurent les lois védiques.

#### **Les Andhras, les Shungas, les Kushanas**

Après la chute définitive des Maurya, le Sud devient indépendant sous l'Empire des Andhras alors que les Shungas reprennent le

coeur de l'empire Maurya. Après une période confuse, les Kushanas avec leur souverain Kanishka remplacent les Shungas au Nord, le Sud restant toujours sous l'influence des Andhras.

## **Les Guptas**

Entre IVème et Vème siècle, les Guptas règnent sur le nord du territoire. C'est une période faste pour l'économie et la culture. L'invasion des Huns au Vème siècle met à mal l'unité de l'empire des Guptas.

## **L'époque médiévale**

Entre le VIème et XIème siècle, les puissants rois Chalukya après avoir défait les Pallava, règnent en maître dans l'état actuel du Karnataka, plus au sud les dynasties Chera et Pandya et surtout Chola vont régner alors que le Nord est partagé entre plusieurs royaumes indépendants : les Palla au Bengale, les Rajpouts au Rajasthan. Mais l'Islam gagne du terrain avec des incursions répétées des musulmans. L'an 1206 marque le début du sultanat de Delhi qui durera jusqu'en 1526. La domination musulmane s'étend sur tout le nord de la péninsule.

## **La dynastie des Moghols**

Les Moghols, de religion musulmane, arrivent en Inde au XVème siècle et fondent un empire qui va durer plus de trois siècles (1526-1857). Babur en est le fondateur, son fils Humayun renforce le pouvoir impérial, mais c'est sous Akbar (fils d'Humayun) dit "Le Très Grand" que l'empire moghol prend toute sa grandeur, succèdent Jahangir qui doit faire face à des rébellions et son fils Shah Jahan connu pour être le bâtisseur du Taj Mahal. Shah Jahan est jeté en prison par son fils Aurangzeb qui persécute les hindous ce qui provoque de nombreux soulèvements. Par la suite, l'empire moghol entre dans une phase de déclin.

## **La colonisation Britannique**

Au XVIIème siècle, plusieurs pays européens (Angleterre, France, Pays-Bas,...) fondent leur propre Compagnie des Indes pour



commercer. Les Anglais et les Français finissent par s'affronter. Les Anglais vainqueurs, concèdent quelques enclaves aux Français alors que les Hollandais s'implantent en Indonésie. Doté d'une armée efficace, l'expansion britannique n'a de cesse soit par des opérations militaires, des pressions sur les principaux princes ou par de simples annexions jusqu'à englober un vaste territoire d'un seul tenant. Certains états sont gérés directement par les Anglais, d'autres laissés aux pouvoirs de princes indiens fidèles. En 1857, les Anglais doivent faire face à la révolte des cipayes, les prémices d'une conscience nationale face aux méfaits de la domination britannique. Mais c'est à partir de 1917 avec Gandhi, que le combat pour l'indépendance prend de l'ampleur. Gandhi prône la non-violence et la désobéissance civile face à la répression de l'occupant britannique.

## **L'indépendance de l'Inde**

Ce n'est qu'en 1947, que l'Empire des Indes obtient son indépendance, deux états sont créés : la République de l'Union Indienne avec Nehru à sa tête et la République Islamique du Pakistan. Cette partition entraîna le déplacement de millions de personnes avec des affrontements communautaires, une tragédie qui affectera beaucoup Gandhi. Le Pakistan et l'Inde n'auront de cesse de s'affronter au sujet du Cachemire jusqu'à aujourd'hui. D'autant plus inquiétant que les deux pays possèdent l'arme nucléaire.

## **DOSSIER PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA**



## **ÉTAT DES MARCHÉS**

### **ASIE**

Les Bourses asiatiques marquent le pas ce mercredi matin, à l'exception notable de Tokyo, qui a rebondi jusqu'à +2% en cours

de séance dans l'attente des annonces de la Fed, ce soir, sur sa nouvelle politique monétaire. A Tokyo, l'indice Nikkei a réduit ses gains à 1,3% peu avant la clôture, tandis que Hong Kong cède 0,3%, le Shanghai composite oscille entre le rouge et le vert, Taiwan lâche 0,1% et Séoul cède 0,2%. Enfin, Sydney recule de 0,2%, mais Singapour avance de 0,4% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) reste hésitante (+0,08%) en début de séance. Les investisseurs ont donc les yeux rivés sur la Réserve fédérale américaine, qui devrait donner ce soir le coup d'envoi du retrait de ses mesures de soutien exceptionnelles ("QE" ou "quantitative easing") mises en place pour lutter contre la crise financière et économique déclenchée en 2008. Le consensus de marché s'attend à ce que la Fed réduise de 5 à 10 Md\$ ses achats d'obligations d'Etat, à 35-40 Mds\$ par mois, ramenant le total de ses achats mensuels (T-Bonds et créances hypothécaires) de 85 Mds\$ à 75-80 Mds\$ à partir d'octobre... Cette première étape a été en partie anticipée par les marchés, mais ceux-ci aimeraient désormais en savoir plus sur le rythme du retrait de "QE3", qu'ils espèrent le plus progressif possible. Pour ajuster sa politique, la Fed se fiera essentiellement à la réduction du taux de chômage américain, principal baromètre de la santé du pays. Le président de la Fed Ben Bernanke s'est engagé à ne pas durcir sa politique monétaire tant que le [taux de chômage] ne sera pas revenu sous les 6,5% de la population active (il était de 7,3% en août). Les marchés émergents, notamment en Asie, sont particulièrement sensibles à la politique de la Fed... Ils ont bénéficié ces dernières années de flux de capitaux massifs grâce à l'injection massive de liquidités par la Fed, et ont subi un violent coup de tabac pendant l'été lorsqu'une partie de ces capitaux a commencé à se retirer dans l'anticipation de la fin de "QE3"...

## **ÉTATS UNIS**

Wall Street terminait ce mercredi soir au plus haut historique, après la décision monétaire de la Fed et ses prévisions économiques. La Banque centrale américaine a opté ce soir pour un maintien de ses rachats d'actifs mensuels, alors que les opérateurs craignaient une légère diminution. FedEx, General Mills ou Manchester United ont publié des comptes solides dans l'ensemble. Sur le front économique, les derniers chiffres du logement sont quant à eux

ressortis mitigés... Le DJIA gagnait 0,95% en clôture à 15.677 pts, tandis que le Nasdaq bondissait de 1,01% à 3.784 pts. Le S&P 500 s'adjudageait 1,22% à 1.726 pts. La Fed, qui tenait hier et ce mercredi sa réunion de politique monétaire, a communiqué ce soir en confirmant ses plans de rachats d'actifs obligataires dans le cadre des assouplissements monétaires quantitatifs. Le fameux 'QE', qui atteint 85 milliards de dollars par mois, va donc être maintenu. Les économistes anticipaient en moyenne une baisse des rachats d'actifs de 10 Mds\$ mensuels environ. Wall Street grimpe sur cette nouvelle. Le taux des fonds fédéraux, quant à lui, reste logé entre zéro et 0,25%. Par ailleurs, la Fed a abaissé ce soir ses estimations économiques concernant la croissance pour les années 2013 et 2014. Pour cette année, la guidance de la Fed va désormais de 2% à 2,3% (contre 2,3-2,6%). Concernant l'année 2014, la Banque table sur une expansion de 2,9% à 3,1% (contre 3 à 3,5%). Les prévisions relatives à l'emploi et à l'inflation ne connaissent pas quant à elles de grandes évolutions...La Fed a donc décidé de ne pas diminuer ses rachats d'actifs ce soir, jugeant qu'elle avait encore besoin de plus de preuves du processus de croissance économique. Le FOMC juge en effet qu'un resserrement des conditions financières venu d'une hausse des taux pourrait ralentir la croissance.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse mercredi, à de nouveaux records de clôture, tandis que Wall Street perd un peu de terrain, en attendant le premier pas de la Fed vers une sortie de son plan de soutien à la croissance. Les investisseurs hésitent à prendre des positions sur le marché alors que la Réserve fédérale américaine s'apprête retrancher quelque 10 milliards de dollars de son programme mensuel de rachats d'actifs, actuellement à 85 milliards, qui a très largement contribué au "rally" des marchés financiers. L'annonce doit avoir lieu à 18h00 GMT. Elle sera suivie d'une conférence de presse du président de la Fed Ben Bernanke à 18h30 GMT. À Paris, l'indice CAC 40 a terminé en hausse de 0,6% à 4.170,40 points, son plus haut niveau depuis septembre 2008, mois de la faillite de Lehman Brothers, un point d'orgue de la crise financière. En incluant les dividendes versés par les sociétés de l'indice phare de la place parisienne, le CAC 40 est même revenu à

son niveau de janvier 2008, à 9.249,72 points. Le Footsie britannique a cédé 0,17% mais le Dax allemand a pris encore 0,45%, touchant un nouveau record historique, tandis que l'indice EuroStoxx 50 gagnait 0,62%, à un record de plus de deux ans. Les marchés, qui ont déjà largement pris en compte le ralentissement des rachats de la Fed, ne devraient pas être trop secoués par l'annonce, qui a été préparée de longue date par les responsables de la banque centrale.

## **CHANGE**

L'euro progressait légèrement face au dollar mercredi, dans un marché attendant de connaître les décisions de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur l'avenir de sa politique de rachats d'actifs. Vers 17H50 GMT, l'euro valait 1,3374 dollar contre 1,3356 dollar mardi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne reculait face à la devise japonaise à 132,26 yens, contre 132,38 yens mardi. Le dollar se repliait également face à la devise nippone à 98,89 yens, contre 99,14 yens mardi. Le marché était "très calme" mercredi quelques instants avant que la Fed révèle son scénario sur l'avenir de ses aides massives à l'économie américaine, commente Omer Esiner, de Commonwealth Foreign Exchange. Mais cela ne devrait pas durer: "Une telle annonce contient un fort potentiel de volatilité pour les marchés", estime l'expert. Vers 18H00 GMT, la livre britannique montait face à l'euro à 83,74 pence pour un euro ainsi que face au dollar à 1,5970 dollar pour une livre - après avoir atteint mercredi un plus haut en sept mois à 1,5980 dollar. La devise helvétique montait face à l'euro, à 1,2343 franc suisse pour un euro ainsi que face au dollar à 0,9229 franc suisse pour un dollar. L'or a terminé à 1.299,75 dollars l'once au fixing du matin, contre 1.312,25 mardi soir. Le métal jaune est repassé mercredi pour la première fois depuis le 8 août sous la barre des 1.300 dollars, à 1.292,02 dollars. La devise chinoise a terminé au même niveau que la veille, à 6,1210 yuans pour un dollar.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole se reprenaient mercredi en fin d'échanges européens, après une chute des stocks de brut américains plus forte que prévu et avant la fin de la réunion du comité de politique

monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 108,93 USD sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 78 cents par rapport à la clôture de mardi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en octobre gagnait 1,49 USD, à 106,91 USD. "Après avoir atteint un plus bas en plus d'un mois (mardi), le Brent a rebondi" de même que le WTI "après l'inventaire des stocks (pétroliers américains) montrant une plus grande baisse que prévu", expliquait Michael Hewson, chez CMC Markets. En effet, le Département américain à l'Energie (DoE) a fait part mercredi d'un recul des stocks de brut américains de 4,4 millions de barils lors de la semaine achevée le 13 septembre, alors que les analystes tablaient sur un recul de 1,2 million de baril.

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



## MANAGEMENT, PATRIMOINE, DROIT

### LES DIFFÉRENTES ÉTAPES JURIDIQUES POUR L'OUVERTURE D'UN RESTAURANT

L'acquisition ou l'ouverture d'un bar ou d'un restaurant constitue d'un point de vue juridique un véritable parcours du combattant. S'agissant du volet juridique, il vous sera nécessaire de faire étudier minutieusement le bail du local que vous souhaitez exploiter, qualifier juridiquement l'acte par lequel vous allez acquérir le restaurant (acquisition du seul droit au bail ou acquisition du fonds de commerce), faire établir les actes d'acquisition (promesse, acte définitif et éventuellement un nouveau bail), créer une structure juridique adaptée à votre situation aux fins d'exploiter commercialement le restaurant, vérifier la disponibilité de l'enseigne que vous souhaitez adopter et, le cas échéant, procéder à un dépôt de marque auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), faire les démarches aux

fins d'obtention d'une licence de débit de boisson, respecter un ensemble de règles relatives à l'hygiène et à la sécurité, procéder à l'embauche des salariés, le cas échéant prendre contact avec la SACEM pour diffuser de la musique. Toutes ces obligations doivent être respectées dans le cadre de l'exercice d'une telle activité. Elles valent aussi bien pour la restauration traditionnelle que pour la restauration rapide.

**L'exploitation d'un commerce de restauration nécessite l'acquisition d'un local commercial ayant vocation à accueillir un restaurant.**

Cette acquisition peut revêtir la forme d'une acquisition de droit au bail (acte par lequel vous ne vous porterez acquéreur que du seul bail) ou d'une acquisition de fonds de commerce (acte par lequel vous vous porterez acquéreur de l'ensemble des éléments corporels (matériel, outillage) et incorporels (clientèle, bail, enseigne éventuellement)) d'un restaurant. L'acquisition du droit au bail va vous permettre de poursuivre l'exécution du bail conclu entre le précédant occupant et le propriétaire, dans des conditions similaires et pour la durée restant à courir. Néanmoins vous devrez obtenir du bailleur l'autorisation d'exploiter dans ses murs un restaurant. A cet occasion, il se peut que le propriétaire des murs, le bailleur, réclame également le versement d'une indemnité afin d'autoriser cette cession et modifier l'activité du bail. La somme que vous verserez entre ses mains est appelée communément un « pas-de-porte » ou encore un « droit d'entrée ». La cession du droit au bail indépendamment du fonds de commerce requiert, à peine de résiliation de l'acte, dans la plupart des baux, un accord préalable du bailleur. Parallèlement, vous devrez créer une structure aux fins d'exploiter le restaurant. Suivant le nombre d'associés, et les modalités de fonctionnement que vous souhaitez adopter, il vous sera conseillé d'opter pour telle ou telle société : EURL ou SASU (en cas d'associé unique), SARL ou SAS en cas de pluralité d'associés. Quelle que soit la structure choisie, les statuts adoptés devront être enregistrés auprès des services compétents des impôts et déposés au greffe pour l'immatriculation de la société. S'agissant d'une société régie de part son activité (l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration), il sera nécessaire, pour l'immatriculation, d'obtenir une licence de débit de boisson au nom du représentant légal (gérant ou président suivant la forme sociale) de la société.

**L'exploitant d'un restaurant doit en effet être titulaire d'une licence :** de " débit de boissons à consommer sur place" si vous souhaitez vendre des boissons pendant et en dehors de tout repas en tant que "bar-restaurant" par exemple, de " restaurant" si vous souhaitez vendre des boissons uniquement comme accessoires des principaux repas. Il existe deux licences de restaurant :la " petite licence restaurant" qui permet de vendre les boissons des deux premiers groupes pour les consommer sur place uniquement à l'occasion des principaux repas ; Attention ! Depuis le 1er juin 2011, la licence de 1ère catégorie dite "licence de boissons sans alcool", permettant de vendre des boissons du 1er groupe, a disparu. ➤ la " licence restaurant" qui permet de vendre, pour consommer sur place, toutes les boissons dont la consommation est autorisée mais seulement à l'occasion des principaux repas.

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



## TABLEAU DE BORD

### LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

### INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

## **POPULATION**

POPULATION 2011: 401 784 habitants

## **OFFRE**

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

## **DEMANDE**

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

## **PRIX**

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) EN juillet 2013 : 67 770 ( +3,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**